

Bordeaux, le 6 septembre 2012

NOM Prénom

Adresse

Monsieur le Bâtonnier
Conseil de l'Ordre des avocats
1 rue de Cursol
33 000 Bordeaux

copie à Maitre XXXX

Monsieur le Bâtonnier,

Je tiens à porter à votre connaissance le fait que Maître XXXXX, que j'ai rencontrée à Lacanau, puis à Lanton, vient de me facturer la somme de 7500 euros pour déposer une requête en modification des conditions de garde de mes enfants, auprès du Juge aux Affaires Familiales du Tribunal Judiciaire de Bordeaux.

J'avais droit à l'aide juridictionnelle totale mais je n'en ai pas été informée par mon avocate, et elle ne m'a pas proposé de convention d'honoraires ni donné de fourchette de prix. Sauf qu'au bout de 3 rendez-vous, elle m'avait dit que « j'étais arrivée au bout de mes frais », c'est à dire à 1500 euros.

De plus, je n'ai pas obtenu ce que j'ai demandé : c'est à dire avoir le planning de mon ex conjoint sur l'année, et la présence de mes enfants à Noël.

Je pense qu'elle n'a pas mis en œuvre les moyens nécessaires pour être entendue par le juge, malgré les sommes extravagantes qui ont été réglées.

Chacune de ces sommes a été réglée immédiatement au cabinet de l'avocate, même en l'absence de facture puisque les sommes étaient demandées oralement. J'ai du demander les justificatifs des paiements que j'ai reçus par courrier.

Je vous demande de bien vouloir me dire si un tel tarif est normal et à quoi correspondent les frais de chancellerie.

En vous remerciant de l'attention que vous avez porté à ma demande, je vous prie d'agréer, Monsieur le Bâtonnier, l'expression de mes salutations respectueuses.